



COMMUNIQUE DE PRESSE

1^{er} Septembre 2022.

Communiqué de l'OMA & TICAD-8 :

**Le Président de l'Organisation Maroc
Afrika réagit à la crise diplomatique entre le
Maroc & la Tunisie**

La Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique, TICAD, une initiative japonaise

La TICAD, la Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique, est une initiative lancée en 1993 par le gouvernement japonais, avec la participation du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies, du PNUD et, depuis 2000, de la Banque mondiale, pour promouvoir un dialogue politique de haut niveau entre les dirigeants africains et leurs partenaires dans le domaine du développement.

La Tunisie abritait les 27 et 28 août courant, la 8^{ème} édition de la TICAD à laquelle les pays africains étaient conviés. Étaient annoncés la présence d'une vingtaine de "vrais" chefs d'Etats et de gouvernement africains, plus de 300 délégations devaient participer à cette conférence, 66 délégations officielles représentant 48 pays, des organisations régionales et internationales ainsi que des représentants de la société civiles

Durant 2 jours la TICAD-8 devait identifier les moyens pour parvenir à la résilience, l'inclusion et l'abondance en Afrique ; dans un contexte de crise marquée par la pandémie due au nouveau Coronavirus, le réchauffement climatique et la guerre en Ukraine. Un forum d'affaires devait être organisé auxquels devaient prendre part 300 hommes d'affaires dont 100 d'Afrique, 100 de Tunisie et 100 du Japon. Le Japon a promis de verser 30 milliards de dollars d'aide à l'Afrique en trois ans et de coopérer plus étroitement avec le continent lors de cette rencontre.

La goutte qui fait déborder le vase des relations Maroco-tunisienne

Malheureusement cette rencontre a été émaillée par un incident gravissime entre le pays d'accueil, la Tunisie, et un des piliers de l'Afrique, le Royaume du Maroc. Avec l'accueil par le président *Kaïs Saïed* de Tunisie, avec les honneurs réservés aux vrais chefs d'états, d'un supposé président d'une république dite "rasd" et de surcroît chef de la milice armée du Polisario, le Maroc s'est senti trahi et poignardé dans le dos par cette Tunisie qui avait réussi à maintenir un équilibre difficile entre les 2 belligérants de la crise larvée entre le Maroc qui revendique son Sahara et l'Algérie voisine qui

héberge, finance, appuie et arme le Polisario contre le voisin marocain.

Le monde a assisté en direct à la télévision tunisienne à une piètre mise en scène de l'arrivée d'un avion algérien sensé transporter la délégation algérienne venant assister à cette conférence. Mais, surprise et grand gène des journalistes de la télévision tunisienne qui couvraient l'évènement, il n'y avait point de délégation algérienne, mais c'était la délégation du Burundi qui était dans l'avion algérien.

La réception avec tous les honneurs protocolaires d'un faux chef d'Etat du Président de la "rasd", une vraie mascarade et une honte pour l'Afrique

Le drame et le comble de la mascarade c'est que, de cet avion, sont également descendus deux autres personnes dont une dame habillée à la manière Sahraoui. Ces mêmes personnes sont remontées aussitôt en avion et on a vu l'avion qui repartait faire un tour de piste et revenir à son point de départ avec à l'accueil le président tunisien *Kaïs Saïed* qui reçoit le "faux chef d'Etat" du polisario venu assister à la conférence de la TICAD-8.

La réception officielle donnée par le président tunisien *Kaïs Saïed* au chef du « Polisario » a suscité un grand émoi et mécontentement dans les milieux officiels et populaires marocains. Immédiatement après cette réception, le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidants à l'étranger a publié un communiqué indiquant que le Maroc ne participerait plus au sommet TICAD, puis a convoqué l'ambassadeur du Royaume en Tunisie pour consultation tout en soulignant que cela n'affectait pas les liens étroits qui existent entre les peuples marocain et tunisien.

Les communiqués et contre communiqués accusateurs

Le communiqué indique que la décision du président tunisien représente une tendance hostile et une continuation d'attitudes et de comportements négatifs envers le Maroc et ses intérêts supérieurs ; le communiqué fait valoir que cette approche était unilatéralement opposée à l'opinion du Japon ; il s'agit d'une violation du processus de configuration et des règles applicables pour cette manifestation.

Les réactions de rejet de ce comportement ne se sont pas arrêtées du côté marocain, avec ses institutions officielles, ses partis politiques, ses activités civiques, culturelles et médiatiques. Au contraire, il s'est également étendu à un certain nombre d'instances des partis et de personnalités politiques et intellectuelles tunisiennes, qui considéraient cette étape comme un tournant dangereux, menaçant le présent et l'avenir des relations bilatérales, que les deux pays tenaient depuis longtemps à renforcer.

Pour sa part, le ministère des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Tunisiens de l'étranger a exprimé sa surprise face à la position du Maroc, notant que la Tunisie maintient sa complète neutralité et sa position ferme sur la question du Sahara, et a estimé que cet accueil est lié à un mémorandum émis par l'Union africaine en tant que participant à l'organisation de la réunion et dans laquelle elle invite tous les membres de l'Union à participer au sommet ; ce qui a été démenti par la partie japonaise qui, par la voie de la délégation japonaise, a dénoncé et exprimé son refus de la participation des séparatistes du Polisario à la 8ème conférence de TICAD.

La délégation japonaise a fait une déclaration lors des travaux de la première séance plénière du sommet de la TICAD-8, dans laquelle elle réaffirme que la TICAD est un forum de discussion sur le développement en Afrique et que la présence de toute entité, que le Japon ne reconnaît pas comme un Etat souverain, aux réunions liées à la TICAD-8 y compris la réunion des hauts fonctionnaires et la réunion au sommet n'affecte pas la position du Japon concernant le statut de cette entité.

La position tunisienne a laissé des réactions négatives chez des membres présents au sommet. Alors que le président de la Guinée-Bissau, Umaro Sissoko Embaló, qui préside la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a choisi de se retirer des travaux du forum, le président de la République du Sénégal, actuel président de l'Union africaine, Macky Sall, et le président des Comores Ghazali El Othmani, ont regretté que le sommet se tienne en l'absence du Maroc, tandis que le ministre libérien des Affaires étrangères, De Maxwell Sah Kimaya, a affirmé que

son pays regrette l'absence du Maroc au sommet, et aussi appelé à la suspension des travaux de cette session jusqu'à ce que les problèmes liés aux procédures soient réglés, après l'invitation unilatérale du «Polisario».

Les questions qui se posent

Au milieu de ces développements, de nombreuses questions se posent quant à savoir s'il s'agit d'une manœuvre temporaire par laquelle le président tunisien cherche à gérer les problèmes internes qui le hantent aux niveaux politique, social et économique, en créant des crises externes, ou est-ce une nouvelle tendance dans laquelle la Tunisie abandonnera sa neutralité ?

Ira-t-elle jusqu'à reconnaître cette entité et cette excroissance maghrébine ? L'avenir proche nous le dira...

La Réaction du Président de l'Organisation Maroc Afrika à la crise diplomatique entre le Maroc et la Tunisie

Pour notre part, l'OMA, l'Organisation Maroc Afrika, ONG émanation de la société civile africaine créée en 2010, à vocation Intercontinentale, pour le développement des échanges culturels, la valorisation des potentialités humaines ; la promotion et la consolidation du développement de l'Afrique, et l'intégration interafricaine, présente et représentée dans une trentaine de pays, constate et déclare par la voix de son président fondateur et international ce qui suit :

1°) **L'OMA Condamne** avec la plus grande fermeté l'acte immature du Président tunisien *Kaïs Saïed* recevant avec tous les honneurs dus à un vrai chef d'Etat, le chef du Polisario poursuivi pour divers crimes par les juridictions espagnoles, chef d'une bande de terroristes, menaçant de s'attaquer militairement à des villes marocaines (Voir communiqué de l'OMA en date du 9 juin 2022, www.marocafrika.org & notre page Facebook, Organisation OMA-Maroc siège).

2°) **L'OMA rejette** l'acte hostile, provocateur et complice du Président tunisien *Kaïs Saïed*, menaçant pour la stabilité de la région. Acte qui consiste à semer la discorde entre les peuples

marocains et tunisiens qui ont toujours été côte à côte pour relever les défis du combat contre le colonisateur français et le combat du développement.

3°) **L'OMA rappelle** au Président *Kais Saïed* que la Tunisie et le Maroc sont membres de l'Union du Maghreb créée par le traité de Marrakech du 17 février 1989 qui stipule dans son article 15 que les Etats membres s'engagent à ne permettre sur leurs territoires respectifs aucune activité ni organisation portant atteinte à la sécurité, à l'intégrité territoriale ou au système politique de l'un des Etats membres, et ils s'engagent également à s'abstenir d'adhérer à tout pacte, ou alliance militaire ou politique, qui serait dirigée contre l'indépendance politique ou l'unité territoriale des autres Etats membres.

4°) **L'OMA interpelle** le Président *Kais Saïed* sur les conséquences de son acte inique sur l'accord de libre-échange signé dans le cadre des accords d'Agadir en 2007 (Tunisie, Egypte, Jordanie) et Maroc, en lui demandant s'il a mesuré l'impact et les conséquences de son acte sur la continuité de cet accord profitable plus à la Tunisie qu'au Maroc et dont l'arrêt ou la dénonciation par le Maroc pourrait aggraver le marasme de l'économie tunisienne.

5°) **L'OMA prend acte** que les mentors du Polisario et sa « rasd » continuent d'user de la même démarche et les mêmes subterfuges et filouteries ayant conduit à l'introduction en toute illégalité, en 1982, de l'entité « rasd » au sein de l'OUA.

6°) **L'OMA constate** que l'événement de Tunisie rappelle curieusement d'autres événements impliquant les autorités algériennes qui voulaient imposer la représentation de la « rasd » à des rencontres internationales ; et notamment qui ont fait capoter ou failli capoter ces réunions vitales pour le développement de l'Afrique.

(Maputo au Mozambique 23-25 aout 2017 lors de TICAD-6 ; La réunion de Saint-Vincent et les Grenadines aux Caraïbes le 18 mai 2017 à l'occasion de la réunion des membres du comité spécial des 24 sur la décolonisation de la 10è réunion annuelle conjointe de la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU ; ou à l'occasion de La réunion de la commission de l'Union Africaine des 24-28 mars 2017 à Dakar ;

ou encore lors du 4^{ème} sommet Afrique-Pays arabes le 23 novembre 2016 à Malabo- Guinée équatoriale, pour ne citer que ceux-là.)

7°) **L'OMA se félicite** du comportement responsable et rationnel du président de la Guinée Bissau et président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), M. Umaro Sissoco Embaló, qui a préféré quitter la 8ème TICAD pour protester contre la participation du "polisario" imposée par la Tunisie.

8°) **L'OMA applaudit** l'attitude constructive du président du Sénégal et Président en exercice de l'Union africaine, Macky Sall, qui, lors de son intervention en plénière dit avoir regretté que la TICAD soit marquée par l'absence du Maroc, un "éminent membre de l'Union Africaine". L'OMA salue également le comportement du Burundi, du Cap-Vert, de la Gambie, de la Guinée Equatoriale, des Iles Comores, du Libéria et de la République Centrafricaine, qui ont officiellement exprimé leur colère regrettant l'absence du Maroc et déplorant le non-respect des règles établies pour la participation à ce Sommet.

9°) **L'OMA Constate** que la réunion des 300 chefs d'entreprises présents en marge de cette conférence du développement de l'Afrique, avec une parité de 100 chefs d'entreprises pour la seule Tunisie alors que toute l'Afrique n'est représentée que par 100 autres chefs d'entreprises, est inadéquate par rapport à la dimension donnée par le Japon, le pays initiateur de cette manifestation. La TICAD est une Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique et non pour le développement de la Tunisie.

10°) **L'OMA estime** qu'aujourd'hui, encore plus qu'hier, que le temps pour l'Afrique est à l'union des forces, à l'union des énergies, à l'union des économies, aux partages des efforts et des potentialités et à la promotion de la culture, de la paix entre l'ensemble des pays africains, et non à l'encouragement du sécessionnisme. L'Afrique a besoin de sérénité pour mener à bien son développement, loin des politiques de division menées 45 ans durant pour imposer un Etat, une chimère qui n'existe que dans l'esprit de ceux qui l'ont enfanté.



11°) **L'OMA appelle à promouvoir et consolider les groupements régionaux.** L'Afrique a besoin d'un Maghreb fort pour mener à bien sa politique. Le temps est à la consolidation des ensembles économiques, surtout après le lancement officiel, le 1^{er} janvier 2021, de la Zone de libre-échange continentale africaine, ZLECA, qui constitue une étape importante de l'intégration économique dans un espace commercial qui compte 1,2 milliard de consommateurs (2,5 milliards en 2050), avec un PIB combiné de plus de 2 500 milliards de US \$, et surtout un taux d'intégration des plus bas au niveau mondial.

**Les Vrais intérêts du Maghreb et de l'Afrique sont certes ailleurs...
Et certainement pas au niveau d'un groupe séparatiste polissario et une chimère appelle 'rasd'**

Or pour réussir la ZLECA, L'Union Africaine, UA, table sur les groupements régionaux pour développer le commerce interafricain et porter son accroissement de 52% à l'horizon 2022.

Mais comment l'UA pourra-t-elle réaliser ses objectifs si un des piliers des groupements régionaux en Afrique du nord, l'Union du Maghreb

Arabe ou UMA, une des composantes sur laquelle l'UA devrait s'appuyer, au PIB déclaré en 2020 de 368,2 milliards \$; premier groupement régional africain si on y ajoute l'Egypte (avec un PIB porté à 671,5 milliards \$), est à l'agonie depuis 1994, date du dernier sommet de ses chefs d'États.

Comment dynamiser les échanges commerciaux de l'UMA qui sont actuellement de 3 à 5% si ce n'est de renforcer la concorde et non la discorde entre ses États. ?

Certainement que les rencontres bilatérales que propose le SG de l'UMA, le Dr Taieb Baccouche, peuvent contribuer un jour à se réaliser et peuvent développer des actions communes à l'intérieur de l'UA, et que ces crises successives aigues au sein de l'UMA marquent les prémices du salut et le retour à la fraternité, à l'entente, à la complémentarité économique et politique, conformément à l'esprit et les attentes des fondateurs de cette organisation maghrébine, l'UMA.

Certainement que la société civile, les universitaires, les hommes d'affaires, les associations professionnelles devront s'impliquer de part et d'autre pour rapprocher les points de vues des nouveaux "belligérants" et éteindre cet incendie qui risque d'entraîner la région dans l'inconnue.

**Dr Najib KETTANI
Président Fondateur & international
de l'OMA**

Fait le 1^{er} Septembre 2022